

XXXIII^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Rapport du rapporteur

Madame la Présidente, j'ai l'immense plaisir de vous présenter le rapport officiel de la Conférence.

Plus de 2 300 personnes – représentant 170 États, 187 Sociétés nationales et 77 observateurs – se sont rassemblées ces trois derniers jours, témoignant ainsi de la volonté véritablement mondiale d'aborder certains des défis les plus complexes auxquels notre monde est confronté.

Au total, 155 déclarations ont été prononcées dans le cadre des Échos de la Conférence, et 36 manifestations parallèles, 14 séances thématiques et 21 Red Talks ont été organisées. De plus, 94 engagements ont été présentés, 7 résolutions ont été débattues et négociées par le Comité de rédaction, sous la présidence infatigable de Madame l'Ambassadrice Flores du Mexique. Les chiffres sont éloquentes et rendent compte des effets potentiels de nos discussions.

Chaque jour, une commission s'est penchée sur l'un des thèmes de la Conférence. Mardi, nous avons exploré les questions relatives au droit international humanitaire (DIH) et à la protection des personnes dans les conflits armés, et des séances thématiques ont été l'occasion de discuter des nouvelles technologies, des moyens d'influencer les comportements, des rapports volontaires, des différentes implications du DIH sur les personnes et des conséquences de la guerre en milieu urbain. Les participants ont débattu de nombreux problèmes juridiques, éthiques et politiques et identifié des concepts clés pouvant aider les États et d'autres acteurs à les régler.

Nous avons constaté à quel point la recherche, l'imagination, les technologies de pointe, et bien évidemment, les actions et les comportements des personnes viennent compléter le droit. Les nouvelles technologies modifient constamment la manière dont les conflits armés sont menés, ce qui donne lieu à des types de risques inédits pour la population et les infrastructures civiles et pose les questions de savoir si les règles existantes du DIH s'appliquent et si de nouvelles règles doivent être définies. Dans de nombreux cas, les nouvelles technologies soulèvent de profonds problèmes éthiques pour la société et l'humanité. Toutefois, elles peuvent aussi contribuer à limiter les souffrances humaines dans les situations de conflit armé.

Chacune des difficultés que pose la promotion d'un plus grand respect du DIH dans le monde actuel présente différentes facettes. La cyberguerre, l'emploi de systèmes d'armes autonomes, le recours à l'intelligence artificielle et à l'apprentissage automatique pourraient potentiellement engendrer de nouvelles vulnérabilités et des conséquences imprévisibles. Nous avons souligné combien les conflits armés se déroulent de plus en plus dans des milieux urbains, entraînant des effets dévastateurs pour les populations civiles. Une discussion a été engagée sur les nouveaux moyens d'influencer les comportements dans les situations de conflit armé et sur l'utilité parfois sous-estimée des rapports volontaires et du partage des

bonnes pratiques. Bien que des violations continuent de se produire, il demeure essentiel de garder à l'esprit les succès passés et le rôle crucial du DIH.

Mercredi, la deuxième commission s'est penchée sur l'évolution des vulnérabilités. Les spécialistes et les praticiens ont examiné les chevauchements qui existent entre les effets de la crise climatique et environnementale, les conséquences des conflits persistants, ainsi que les menaces et les défis que représentent les épidémies et les pandémies et les niveaux élevés d'inégalités.

Les séances thématiques ont attiré notre attention sur le rôle des volontaires dans l'édification de communautés sûres et inclusives et dans l'action menée pour faire face aux conséquences de la crise climatique, de la migration et du déplacement interne sur le plan humanitaire.

Les volontaires et les agents de santé communautaires ont insisté sur l'importance de promouvoir l'intégration des soins communautaires dans les systèmes de santé nationaux et d'utiliser leur savoir dans la conception et la mise en œuvre de nos interventions.

Les intervenants ont souligné que les effets des changements climatiques se ressentent déjà et constituent une réelle préoccupation pour nos Sociétés nationales. Comme toujours, ce sont les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables qui souffrent le plus, qu'elles vivent dans des pays touchés par un conflit, des pays en développement ou développés ou dans des petits États insulaires. Tous les participants se sont accordés sur le fait que la collaboration et les partenariats, en particulier avec les gouvernements locaux, sont essentiels à notre action collective.

Dans le cadre de tels partenariats, à la fois les États et le Mouvement constatent un besoin urgent de renforcer les réponses apportées aux besoins en matière de santé mentale et de soutien psychosocial des personnes touchées par les conflits armés, les catastrophes naturelles et d'autres situations d'urgence. Nous devons aussi « aider ceux qui aident », étant donné que nos volontaires travaillent parfois dans des conditions déplorable.

Comme ce fut le cas mardi, de nombreux intervenants ont souligné que les technologies numériques peuvent améliorer nos actions et notre travail avec les populations touchées, mais que nous avons la responsabilité commune de veiller à ce que ces technologies soient utilisées de manière éthique, sans exposer davantage les groupes déjà vulnérables, et de s'assurer que personne n'est laissé pour compte. Nous avons ce devoir, car l'action humanitaire à l'ère du numérique n'est pas une question de machines, mais de confiance.

La séance thématique sur la migration a montré combien les personnes qui migrent à la recherche de sécurité ou de meilleures perspectives endurent fréquemment des souffrances inacceptables. Trop souvent, elles sont privées de l'aide humanitaire et de la protection dont elles ont besoin pour assurer leur sécurité, leur dignité et leurs droits. Les participants ont convenu que davantage d'efforts doivent être accomplis pour répondre aux vulnérabilités des migrants et protéger l'espace humanitaire dans lequel nous opérons.

Jeudi, dans le cadre de notre dernière commission, nous nous sommes intéressés au thème de la confiance dans l'action humanitaire selon trois perspectives : l'interaction avec les communautés et la redevabilité, l'intégrité et le partage des risques ; et les moyens de créer un environnement propice à une action humanitaire fondée sur des principes.

Il nous a été rappelé que les efforts continus d'amélioration contribuent à renforcer la confiance et que celle-ci exige la mise en place de contrôles stricts pour perdurer.

La confiance demeure fragile et reste un processus à double sens, c'est pourquoi il est essentiel de comprendre les communautés et d'être proches d'elles. Nous devons aussi améliorer notre capacité d'écouter. La confiance est la monnaie d'échange la plus cruciale pour l'avenir de l'action humanitaire. Elle s'obtient par l'humilité, l'honnêteté et la transparence.

Hier, nous, les représentants des États et des composantes du Mouvement, avons élu cinq nouveaux membres de la Commission permanente. Leur rôle sera de s'assurer que nos discussions seront portées au-delà de l'enceinte de la Conférence internationale. Je me réjouis de la diversité du groupe élu sur les plans de la répartition géographique et de l'équilibre entre hommes et femmes. Bien qu'aucun des deux jeunes excellents candidats n'ait été élu, les jeunes seront associés aux travaux de la Commission, et j'espère que, dans quatre ans, nous continuerons à promouvoir véritablement la diversité dans tous ses aspects et permettrons aux jeunes de jouer un rôle actif.

Sans aucun doute, ces derniers jours ont contribué à faire progresser les débats. Cependant, débattre se résume à échanger des paroles. Ce que nous devons faire aujourd'hui, ce que vous devez faire, c'est agir.

Les jeunes craignent ce que l'avenir leur réserve. Ma génération a hérité de certains des défis les plus complexes que notre monde ait connu. Ce sont ces défis qui détermineront – et qui déterminent déjà – notre existence.

La crise climatique, les problèmes de santé mentale... sont autant de menaces pour la vie. Nous comptons sur vous, les dirigeants présents ici, pour faire preuve de courage et pour montrer que les discussions que nous avons menées seront décisives et auront un véritable impact. Au-delà des textes des résolutions que nous avons adoptées, il y a de vraies personnes qui comptent sur notre assistance.